

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition Quotidienne.  
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.  
POUR LES ÉTATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.50  
POUR L'ÉTRANGER.....\$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.50  
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition Hebdomadaire.  
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.  
POUR LES ÉTATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 \$0.50  
POUR L'ÉTRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.25 \$0.60  
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

# L'Abbeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOVIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI, MATIN, 9 DECEMBRE 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS PUBLISHING CO., LIMITED.  
Bureaux: 523 rue de Chartres,  
Entre Conti et Bienville.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ET POUR LE GOLDEN AD PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

## DEPECHE

## Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA

## PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

### Les commissaires de paix.

Madrid, 8 décembre.—Le cabinet, dans sa séance, discuté les lettres et télégrammes reçus de Senor Montero Rios, président de la commission espagnole. Plus tard, les ministres ont déclaré qu'ils ne pouvaient entrer dans aucun détail, ni sur les questions qui avaient été agitées, ni sur les décisions qui avaient été prises.

### Affaire Dreyfus Picquart.

Paris, 8 décembre.—Plusieurs journaux d'ici affirment que la cour de cassation a examiné les documents secrets dans l'affaire Dreyfus et qu'elle a pris les mesures nécessaires pour ajourner l'affaire de Picquart, traduit devant une cour martiale.

### Suspension de l'affaire Picquart.

Paris, 8 décembre.—La cour de cassation a, cette après-midi, ordonné une suspension dans les procédures de la cour martiale contre Picquart.

### Traité complété.

Paris, France, 8 décembre.—Le traité de paix est complété. Le juge Day a dit aujourd'hui: Nous avons réglé tous les points sur lesquels il était possible de s'entendre, et je crois qu'il ne reste à faire que la rédaction. Les Espagnols ont refusé aujourd'hui de céder aux États-Unis un dépôt de charbon dans les Carolines.

### Les négociations de Paris.

Paris, France, 8 décembre.—L'insuccès des négociations ne nuit pas au prestige politique des commissaires espagnols; ils semblent peut-être mieux considérés s'ils ne signaient pas le traité de paix. Les Américains désirent beaucoup ne pas fournir aux Espagnols un prétexte quelconque pour rompre les négociations ou s'offenser. Les journaux de Madrid semblent disposés à soulever de nouveau la question du Maine et à exciter l'opinion publique contre les États-Unis, à cause de l'allusion faite à ce sujet dans le message du Président au Congrès. Les journaux annoncent que Senor Montero Rios, président de la commission espagnole, a dénoncé hautement le président McKinley à la dernière séance conjointe des plénipotentiaires. Mais ces rapports sont pratiquement dénués de fondement. Senor Rios a fait allusion à l'affaire du Maine, mais avec calme. Il a exprimé le regret que le Président ait parlé injustement des Espagnols. Les commissaires espagnols avaient proposé de faire établir la responsabilité du désastre du Maine par une commission conjointe des puissances européennes. Les Américains ont refusé et ils n'ont pas répondu à l'allusion de Senor Rios au message du Président, car une discussion aurait entraîné des propos désagréables. Dans les cercles diplomatiques de Paris on prétend qu'un des résultats du traité sera une controverse diplomatique entre la France et les États-Unis, controverse qui constituera peut-être un important chapitre de l'histoire. On rapporte que le gouvernement français est résolu à prendre en main la cause de ses nationaux porteurs de bons cubains. On croit que la France déclarera que la réputation des bons est la conséquence du traité imposé à l'Espagne par la nation victorieuse. On prétend que la responsabilité de ce traité repose sur les États-Unis, et que le gouvernement français essaiera d'obtenir quelque engagement pour le remboursement ou la garantie de ces bons.

### Le traité de paix.

Paris, France, 8 décembre.—Les membres des commissions disent que le traité de paix ne comprendra pas les questions réglées par le protocole de Washington et les affaires qui en découlent, telles que l'évacuation des territoires cédés, le transfert des propriétés publiques et les garanties de sécurité pour les propriétés et les droits des sujets espagnols restant dans lesdits territoires. Les détails de la dernière liste de questions contenues dans la note remise par les plénipotentiaires américains à Senor Montero Rios à la dernière séance ont été discutés aujourd'hui. Les commissaires refusent de divulguer les détails de la conférence. Plusieurs points sur lesquels ils n'ont pu s'entendre furent l'objet de négociations diplomatiques. Les Espagnols refusent d'admettre qu'ils aient violé d'anciens traités garantissant la liberté religieuse dans les Carolines, ou que de nouvelles garanties soient nécessaires. La fin des travaux a été marquée par la cordialité entre les commissaires et des manifestations de bon sentiment et de soulagement. Quand toutes les propositions eurent été discutées le juge Day, président de la commission américaine, a dit: Il semble qu'il n'y ait plus rien à faire qu'à réunir les articles du traité et à le signer. Senor Montero Rios, président de la commission espagnole, a répondu que les plénipotentiaires américains se sont inclinés devant leurs collègues espagnols, conformément à leur habitude.

### Procès en dommages pour rupture de promesse de mariage.

Springfield, Missouri, 8 décembre.—Mlle Hildegarde Poppe, ancien professeur des écoles de Burlington, Iowa, a intenté aujourd'hui un procès en \$6,000 de dommages à F. T. Mills, un vieux garçon riche de Springfield, pour rupture de promesse de mariage.

### Springfield, Missouri, 8 décembre.

Mlle Poppe allègue qu'elle devait épouser Mills au mois de juin 1897, qu'elle a résigné ses fonctions de professeur à Burlington pour venir à Springfield et épouser Mills, que celui-ci a constamment retardé la célébration du mariage, et qu'au mois de février dernier il lui a froidement tourné le dos.

### Les diffidés de la situation à Cuba.

Havane, 7 décembre [via Key West, 8 décembre].—On a trouvé sur la statue d'Isabelle la Catholique qui s'élevait au milieu du Parc Central, avec une valise dans une main, et un steamer en miniature dans l'autre. Un immense placard était suspendu en arrière de la statue, portant ces mots: "Bon voyage". Aux derniers jours de la souveraineté de l'Espagne sur l'île de Cuba, on se trouve en face de problèmes délicats et très difficiles à résoudre. Il s'agit des bons délivrés aux fonctionnaires civils et aux employés à un moment où vont cesser leurs fonctions. Une grande partie de ces bons ont été fournis il y a déjà plusieurs années et leur rachat s'impose aujourd'hui. Tout l'argent du Trésor a été dépensé et le gouvernement se trouve dans l'impossibilité de faire face aux obligations qu'il a contractées. Le règlement des arrérages dus aux troupes mobilisées et irrégulières, offre à l'intendant militaire une belle occasion de montrer ce qu'il sait faire en matière de finances. Ayant en main tout l'argent disponible pour le règlement des arrérages des armées, le quartier-maître général a trouvé un plan ingénieux de payer les hommes; il leur donne des billets payables à Madrid, et il offre, par l'intermédiaire d'agents responsables, d'escompter ces billets à 20 ou 30 pour cent, pour du comptant. Comme presque toutes les troupes irrégulières et mobilisées comptent rester dans l'île, chaque soldat a voulu profiter de cette occasion pour avoir du comptant. Delà, un gain considérable pour celui qui a inventé le plan et combié l'affaire. Les premières hypothèques prises par la Banque Espagnole, sur les propriétés municipales, s'élevaient à \$6,000,000. Des propositions ont été faites par les banquiers de Londres, Berlin et New York, pour l'acquisition de ces hypothèques. Bien que les propriétés, ainsi hypothéquées, offrent une garantie solide, la banque espagnole semble parfaitement disposée à transférer les titres à des corporations étrangères, à condition qu'elle s'assure de la stabilité du gouvernement de Cuba.

### Les finances du Japon.

Yokohama, Japon, 8 décembre.—Le gouvernement a présenté à la diète un projet de loi établissant une augmentation de quatorze millions de yens sur les taxes agraires, en vue de faire face au déficit de trente millions de yens prévu dans le budget. Il sera pourvu à la balance du déficit par d'autres taxes.

### Maladie grave du général cubain.

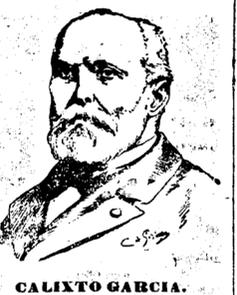
Washington, 8 décembre.—Le général Garcia, de l'armée cubaine, qui garde la chambre à son hôtel depuis quelques jours, est, annonce-t-on, sérieusement malade. On craint une fluxion de poitrine.

### L'affaire Duckworth.

St-Louis, 8 décembre.—Le docteur Otto Sutter, surintendant de l'hôpital de la ville, dit que le cas d'Elliot L. Duckworth, qui a été mystérieusement blessé à Forest Park en juin 1897, est un des plus remarquables qu'il ait jamais vus. Je me rappelle maintenant toutes les circonstances de ce cas, dit le docteur Sutter. Le patient a été enregistré à l'hôpital sous le nom d'Edward Doling, d'après une carte trouvée dans une de ses poches. C'est qu'au bout d'un mois que nous avons découvert que ce n'était pas son nom. D'abord il répondait au nom de Doling; puis il a dit qu'il portait un autre nom. J'ai causé plusieurs fois avec lui, mais il ne se rappelait rien du passé. Cependant, il est toujours déclaré sûr qu'il n'avait pas tenté de se tuer. Il ne se rappelle pas comment il avait été blessé.

### Les Demandes du Général Miles au Congrès.

Washington, 8 décembre.—Le général Miles compte comparaitre devant le comité des affaires militaires de la Chambre, dans quelques jours, afin d'exposer lui-même les raisons qui doivent faire admettre son bill sur l'armée. Le projet, le plus important de toutes les lois, est qu'il est tout juste l'annonce officielle de la conclusion de la paix, l'armée des États-Unis doit être immédiatement réduite d'un tiers, et cela au moment où l'on a le plus grand besoin de troupes pour établir des garnisons, à droite et à gauche. Cela ne s'applique nullement aux troupes volontaires. Comme l'a dit le Président dans son message, les volontaires ne se sont engagés que pour la guerre, et ils doivent être licenciés immédiatement après. Quand le département de la guerre, agissant conformément aux instructions qu'il avait reçues du Congrès, pendant la dernière session, a cherché à mettre l'armée régulière sur le pied de guerre et a fait des engagements dans ce but, il s'est engagé formellement à libérer, sur leur demande, toutes les recrues qui désiraient quitter le service, après la signature de la paix, bien que la durée de l'engagement fut réellement de trois ans. Le général Miles exposera devant le comité la situation nouvelle, qui sera faite aux États-Unis, après la conclusion des négociations de paix, qui ont lieu à Paris, et il démontrera la nécessité d'agir sans perdre un instant. Il demandera également que l'on s'occupe des fortifications de Marine.



CALIXTO GARCIA.

### Election de M. Henri Lavedan à l'Académie Française.

Paris, France, 8 décembre.—M. Henri Lavedan, l'auteur, a été élu membre de l'Académie Française.

### Une mairie socialiste.

Haverhill, Mass., 8 décembre.—Un disciple reconnu et très promu de la démocratie sociale, Chase, sera le 2 janvier installé solennellement comme maire de cette ville. C'est croyons-nous, le premier socialiste qui, aux États-Unis sera placé à la tête d'une administration. Il a une pluralité de 350 voix contre six concurrents. A côté de lui, il y a trois candidats socialistes comme adjoints et trois autres comme conseillers de ville. Chase déclare que le seul but qu'il poursuit en acceptant la place de maire, c'est de mettre en application les principes de son parti et la plateforme que son parti a adoptée. La loi: Article 1er: acquisition par la municipalité de toutes les propriétés publiques, tels que chemins de fer, rues, usines à gaz, usines électriques et toutes autres exploitations qui requièrent une franchise, soumises au vote de la population. Les employés devront être leurs chefs; mais aucun employé ne pourra être destitué par opinions politiques. Article 2: Abolition du système de travail par contrat, pour les travaux publics. Article 3: Etablissement de la journée de travail sur le pied de 8 heures par jour, avec un minimum de \$2. Article 4: Les gages seront proportionnels aux services rendus. Article 5: En cas de nécessité, la ville fournira une nourriture convenable, des vêtements, des chaussures, à tous les enfants qui en sont privés, et condamnés par ce fait, à rester à la maison. Article 6: Pleins pouvoirs accordés à la municipalité pour venir au secours des personnes sans emploi, non par charité, mais au moyen de travaux publics qui devra entreprendre la municipalité dans ce but. Article 7: Abolition de toute différence de niveau dans les carrières et de tout ce qui peut nuire à la santé et à la sécurité publiques. Article 8: Egalisation des taxes qui seront établies suivant les moyens et les propriétés de chaque citoyen. Article 9: Abolition de toute concession secrète par le conseil de ville. Un registre public sera tenu du vote de chaque membre de la municipalité sur toutes ces questions. Article 10: Adoption du principe de l'initiative, avec referendum, et représentation proportionnelle. Article 11: Tout fonctionnaire sera soumis à la destitution par ses constitués. Article 12: Abolition du scrutin de ballottage dans le conseil de ville. M. Chase a déclaré qu'il s'engageait, ainsi que ses co-élus, à travailler au triomphe de toutes ces réformes. "Ce n'est pas une œuvre révolutionnaire que l'on entreprend, mais une œuvre d'éducation. Nous ne saisissons pas les citoyens à la gorge, mais nous cherchons à les éclairer, et nous ne les lâcherons pas avant qu'ils ne soient capables de demander eux-mêmes ce que nous recommandons. Pas de bouleversement dans le Conseil de ville. Nous nous contentons de conduire les affaires de la communauté le plus honnêtement possible. M. Chase, qui va devenir maire à \$2,000 d'appointement, est un homme de peuple. C'est le simple communiste d'un magasin dirigé suivant le système coopératif. C'est le président de la société coopérative de Haverhill.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Bataille entre Sharkey et McCoy.

New York, 8 décembre.—Les articles d'une entente pour une bataille de vingt rounds entre les pugilistes Tom Sharkey et «Kid» McCoy, battue devant se livrer dans l'arène du Club athlétique Lenox, à New York, le 10 janvier prochain, ont été signés aujourd'hui par les principaux. Les deux pugilistes se batront pour un prix de \$20,000 et une part de cinquante pour cent dans les recettes du Club au-dessus de \$40,000. Tim Hurst a été, d'un commun accord, choisi pour les fonctions d'arbitre de la bataille.

### Les progrès de la navigation sur les Grands Lacs.

Cleveland, Ohio, 8 décembre.—Les chantiers de construction des Grands Lacs ont déjà reçu pour la saison prochaine la commande de douze navires en acier, dont huit bâtiments à fret modernes, deux navires à passagers, un navire-reservoir pour le transport de l'huile et un grand remorqueur. Ces bâtiments seront d'une valeur d'un peu plus de deux millions de dollars. Les huit navires à fret seront d'une capacité de 50,000 tonnes net.

### Les hauts commissaires anglais à la Chambre des Représentants.

Washington, 8 décembre.—Sir Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada, lord Herschell, Sir Louis Davies et M. James Winter, membres de la haute commission, occupaient aujourd'hui une tribune de la Chambre avec M. Dingley, leader de la majorité, également membre de la haute commission. Les visiteurs ont paru vivement intéressés aux débats. M. Dingley leur a nommé les célébrités de l'assemblée.

### On redoute des troubles à Delmar, Californie.

San Diego, Cal., 8 décembre.—Plusieurs incendies d'une nature mystérieuse et la tentative faite d'empoisonner l'eau dont font usage les employés du chemin de fer, ont produit une vive excitation dans la petite ville de Delmar, à quelques 20 milles d'ici. Un comité de vigilance a été organisé, et Will R-nnett, propriétaire d'un hôtel qui a été incendié mardi, a reçu l'ordre de quitter la ville dans les 48 heures. M. Bennett refuse de quitter la ville; il dit que ce soit de mettre la main sur lui. Il possède les rues, un revolver Winchester à la main. On redoute des troubles sérieux. Bennett n'était pas en ville quand l'hôtel a été dévoré par l'incendie.

### A la Chambre des Représentants.

Washington, 8 décembre.—Le projet de loi relatif à l'entretien des établissements militaires et navals, pour lequel l'urgence avait été demandée, a été voté aujourd'hui à la Chambre, pratiquement sans opposition. On craignait que ce projet n'entraînât une longue discussion sur la conduite de la guerre, mais les leaders démocratiques avaient jugé que cette discussion eût été retardée et soulevée au sujet du budget régulier ou de projet de loi relatif à la réorganisation de l'armée. Pas un mot de critique contre la guerre n'a été prononcé pendant les débats. Il a été simplement demandé si la clause du projet de loi établissant le paiement des volontaires jusqu'au 1er juillet 1899, ne pouvait pas être interprétée comme une modification de la loi d'après laquelle les volontaires ont été enrôlés. M. McRae, de l'Arkansas, a offert un amendement établissant que la loi ne pouvait pas être interprétée dans ce sens. Il y a eu ensuite une discussion générale sur l'utilité de licencier tous les volontaires avant le renforcement de l'armée. M. Cannon a finalement accepté l'amendement de McRae. Le rapport de la commission de conférence sur la loi rendant les cautionnements des consuls et agents consulaires passibles de saisie pour dommages a été adopté. Les représentants se sont ajournés jusqu'à lundi prochain, afin de donner aux commissions le temps de travailler sans interruption.

### Les naufragés du vapeur "Londonian".

Boston, Massachusetts, 8 décembre.—Une dépêche reçue de Baltimore au bureau de la Compagnie de navigation Furness annonce que le capitaine Lee et vingt-quatre hommes de l'équipage du vapeur Londonian ont péri, et que quarante-cinq survivants ont été recueillis par le vapeur anglais Vedamora.

### Envoi de troupes à la Havane.

Washington, 8 décembre.—Le vapeur Roumania est parti aujourd'hui de Savannah, Georgie, avec le premier régiment de la Caroline du Nord qui formera une partie de la garnison de la Havane. Les fonctionnaires du service d'intendance font des progrès satisfaisants dans la préparation des docks, des voies ferrées et des camps dans le voisinage de la Havane.

### Mariage.

Omaha, Nebraska, 8 décembre.—Le lieutenant William L. Murphy, du vingt-quatrième régiment d'infanterie des États-Unis, et Mlle Pauline Whiting Lowe, d'Omaha, ont été mariés aujourd'hui à midi, à l'église unitaire, devant une assistance d'élite. Les nouveaux mariés sont ensuite partis pour Fort Douglas, à Salt Lake City. La mariée est la fille du défunt général William Wirt Lowe, un des pionniers du Nebraska.

### Note semi-officielle espagnole.

Madrid, Espagne, 8 décembre.—L'Impartial dit aujourd'hui que le gouvernement espagnol a décidé hier de télégraphier hier à Senor Montero Rios, président de la commission espagnole, l'instruction de protester de nouveau contre l'allusion faite au «Maine» par le président McKinley dans son message au Congrès. Continuait, le journal dit que le rejet de la proposition d'une enquête par des neutres a causé une grande indignation. Une note semi-officielle publiée est la suivante: L'Espagne a été traitée par le conquérant avec une cruauté sans exemple. Elle est résignée à son sort, mais elle ne peut pas tolérer l'accusation portée par le président McKinley, car elle a conscience de son innocence complète. On comprend que le gouvernement espagnol a décidé de mettre fin à la conférence de Paris, parce que la discussion des questions secondaires est impossible.

### Discours du ministre des colonies d'Angleterre.

Londres, 8 décembre.—Le très honorable Joseph Chamberlain, secrétaire d'État pour les colonies, parlant ce soir à Wakefield, Yorkshire, a discuté ouvertement les questions intérieures et étrangères, ainsi que la politique du gouvernement anglais en Egypte, ce à quoi il dit, dépendait absolument de la possibilité d'une entente avec la France—une chose impossible aussi longtemps que la France suivra une politique d'expansion.

### Le projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.

### Un projet de loi du sénateur Vest.

Washington, 8 décembre.—Comme corollaire aux débats d'hier à la séance exécutive du sénat relativement à la nomination de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants dans des commissions présidentielles, le sénateur Vest a présenté aujourd'hui un projet de loi interdisant des nominations de ce genre. Ce projet de loi, très court, est ainsi conçu: Aucune personne remplissant des fonctions judiciaires ou législatives dans les États-Unis ne pourra être nommée par le Président commissaire ou agent du gouvernement, d'un département et d'un bureau quelconque.



JOSEPH CHAMBERLAIN.